



**Déclaration du Ministre Jean-Louis SCHILTZ
sur la politique de coopération au développement
Chambre des députés – 23 avril 2008**

Seul le texte prononcé en luxembourgeois fait foi

« Le puisatier hochait la tête (et disait): si j'avais les financements, je multiplierais les forages et pfruit, fini les problèmes... Mais le Grand-Duché ne peut tout faire tout seul.

Pour lui faire plaisir et détendre l'atmosphère, je lui donnais raison autant de fois qu'il était nécessaire:

- Vous avez raison, Gilles, le Grand-Duché ne peut pas tout faire ! »

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

“Le Grand-Duché ne peut pas tout faire”, c'est ce que déclare l'écrivain français Erik Orsenna dans son roman “Madame Bâ” en découvrant dans la région de Kidal au Mali ce que la coopération luxembourgeoise y a réalisé. Dans un autre passage, l'auteur met en avant l'action du Luxembourg au Mali en comptant le Grand-Duché parmi les pays „qui peuvent marcher le front haut”. En même temps, l'auteur déplore le fait que les grands pays européens ne font pas suffisamment d'efforts envers les pays du sud et il ajoute que ces mêmes grands pays du nord devraient avoir honte.

“Le Grand-Duché ne peut pas tout faire”. C'est exact, Monsieur le Président : nous ne pouvons pas tout faire. Mais il est vrai aussi que nous pouvons faire beaucoup et c'est en réalité ce que nous faisons. Nous le faisons avec engagement et ténacité. Nous obtenons des résultats dont nous n'avons pas à rougir. Des résultats positifs. Nous faisons bouger bien des choses, tant dans le cadre de notre coopération bilatérale qu'au sein de l'Union européenne et des Nations unies, par exemple, sans jamais perdre de vue l'objectif de la lutte contre la pauvreté.

Bien sûr, les revers sont inévitables. Bien sûr, les expériences ne sont pas toutes positives – ce qui vaut pour la vie en général vaut également pour la coopération. Mais on dénote aussi des succès, de nombreux succès, petits et grands, visibles et moins visibles. Ces succès démontrent que le jeu en vaut la chandelle, c'est pourquoi je souhaiterais leur consacrer aujourd'hui une partie de mon intervention.

Mais pour commencer, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, quelques mots au sujet du contexte.

En l'an 2000, plus de 180 chefs d'Etat et de gouvernement ont défini les Objectifs du Millénaire pour le développement. Pour simplifier, il s'agit de réduire de moitié, d'ici 2015, la pauvreté dans le monde. Au lieu que sur les 6 milliards de personnes qui peuplent actuellement cette planète il y en ait un milliard qui soit obligé de survivre avec moins d'un dollar par jour, il y en aurait alors en 2015 - si et seulement si nous parvenons à atteindre ces objectifs - encore 500 millions. A condition que la démographie reste la même, ce qui n'est pas le cas.

Sachant qu'il n'est ni moralement acceptable ni économiquement nécessaire que la moindre personne sur cette terre soit obligée de survivre avec moins d'un dollar par jour, le seul fait qu'il s'agit ici de réduire la pauvreté de moitié uniquement est déjà un scandale en soi, car il devrait en réalité s'agir d'éradiquer la pauvreté complètement, une fois pour toutes. Rien ne se serait opposé à ce que l'on s'y soit engagé en l'an 2000. D'ailleurs rien n'empêche de s'y engager aujourd'hui.

Et pourtant, si on considère où nous en sommes aujourd'hui, en 2008, à mi-parcours entre 2000 et 2015, force est de constater que dans nombre de pays, – si les choses continuent d'évoluer de la sorte – nous ne parviendrons pas à atteindre l'objectif de réduire de moitié la pauvreté. Ça, Mesdames et Messieurs, c'est le tableau qui s'offre à qui aborde le sujet de manière superficielle, vague, hâtive et à distance. En revanche, si l'on accorde une attention détaillée, sérieuse et précise à ce même sujet, on découvre un tableau bien plus riche en nuances. Un tableau qui recèle certes de nombreux éléments moins positifs, mais qui révèle aussi clairement des succès, des succès plutôt relatifs – des victoires d'étape en quelque sorte –, mais aussi des succès significatifs, voire des succès qu'on peut qualifier de véritablement durables.

Par rapport aux objectifs fixés en 2000, le nombre d'enfants scolarisés a augmenté de 40 millions. On enregistre un recul de près de 60% de la disparité entre garçons et filles sur les bancs de l'école primaire. Il y a 15 ans, 40.000 enfants de par le monde décédaient chaque jour des suites de maladies curables. Aujourd'hui, ils sont encore 24.000. Cela en fait toujours 24.000 de trop, mais il s'agit néanmoins d'un net progrès.

Si, en 1994, plus de 74 % des habitants du Mali devaient survivre avec moins d'un dollar par jour et qu'aujourd'hui ce pourcentage est descendu à 36 %, cela en fait évidemment 36% de

trop, mais le recul de 74 à 36 % en 10 ans n'en représente pas moins aussi un succès. Une victoire d'étape à laquelle la coopération luxembourgeoise, comme partenaire du Mali, a apporté sa contribution.

Si, en 1995, seuls 40 % des enfants du Niger étaient vaccinés contre la rougeole et qu'en 2005 ce pourcentage s'élevait à 83 %, cela ne suffit certes pas, mais la progression de 40 à 83 % en dix ans n'en représente pas moins un succès. Une victoire d'étape à laquelle la coopération luxembourgeoise, comme partenaire du Niger, a apporté sa contribution.

Si au Sénégal le nombre de femmes décédées en couches a quasiment baissé de moitié et que dans ce même pays les conditions sanitaires se sont considérablement améliorées, le Sénégal n'a certes pas encore résolu tous les problèmes dans ces domaines, mais ces progrès n'en constituent pas moins des victoires d'étapes indéniables et il est tout aussi indéniable que la coopération luxembourgeoise, en tant que partenaire du Sénégal, y a apporté sa contribution.

Pouvons-nous nous satisfaire de ces succès relatifs ? La réponse est « non », un « non » franc et massif. Par ailleurs, je me demande si dans ce contexte la véritable question n'est pas celle de savoir à quel point nous pouvons être impatients lorsque nous œuvrons ensemble pour une amélioration durable de la situation des pays en développement.

Monsieur le Président, si à présent nous ne considérons pas les résultats secteur par secteur dans un pays donné, mais que nous adoptons une approche globale, pays par pays, alors là encore nous enregistrons des succès. Souvent même des succès véritablement durables.

L'été dernier, la Banque africaine de développement est parvenue à la conclusion qu'il était dès à présent probable que cinq pays d'Afrique parviendront à réduire de moitié la pauvreté. Ces pays sont le Botswana, la Tunisie, l'Ile Maurice, le Burkina Faso et le Cap Vert.

Le Botswana apporte clairement la preuve qu'en Afrique la richesse en ressources naturelles, en l'occurrence en diamants, n'est pas fatalement une malédiction, mais que ces ressources, si elles sont gérées de façon adéquate, peuvent être la clé d'un développement positif. Le Botswana est ainsi à l'opposé de pays tels que le Soudan et le Congo, où les ignominies continuent allègrement. Je tiens du reste à souligner qu'il est généralement reconnu que le

Botswana est gouverné de manière adéquate – voilà pour ce qui est de la question de la gouvernance et des droits de l’homme dans ce contexte.

La Tunisie et l’Ile Maurice parviennent elles aussi à réduire la pauvreté de manière substantielle. Ce sont là deux pays avec lesquels le Luxembourg a longtemps collaboré. Leur réussite est donc aussi un peu notre réussite. La Tunisie et l’Ile Maurice apportent la preuve que la coopération, ça marche.

Le Cap Vert et le Burkina Faso sont eux aussi en train de réduire la pauvreté de manière substantielle. Ils comptent depuis des années parmi les pays partenaires de la coopération luxembourgeoise. Leur réussite est donc aussi un peu notre réussite. Le Cap Vert et le Burkina Faso apportent la preuve que la coopération, ça marche.

En somme, quatre des cinq pays considérés comme exemplaires par la Banque africaine de développement sont des partenaires anciens ou actuels de la coopération luxembourgeoise. Un constat qui doit nous réjouir. Un constat qui démontre que la coopération, ça marche.

Le Cap Vert, par exemple, fait des progrès sensibles dans tous les domaines, ce qui s’explique notamment par son habileté à négocier avec l’Union européenne, mais aussi par les investissements d’une diaspora de plus en plus impliquée. Récemment, le Cap Vert est parvenu à quitter le groupe des Pays les moins avancés. Une bonne raison de nous réjouir avec nos amis capverdiens, mais sûrement pas une raison pour la coopération luxembourgeoise de se retirer maintenant du Cap Vert et de dire «C’est fini. Au revoir et merci ». Agir de la sorte constituerait une grave erreur. Agir de la sorte reviendrait à couper le kérosène à un avion en plein décollage. C’est pourquoi la coopération luxembourgeoise sera vraisemblablement la dernière à se retirer du Cap Vert.

L’exemple du Cap Vert doit également nous encourager à ne pas désespérer des pays où les succès sont plus modestes, mais plutôt à rebondir sur ces succès plus modestes et à saisir la tâche à bras-le-corps, avec une énergie renouvelée et beaucoup d’endurance.

Le Burkina Faso, autre pays partenaire de la coopération luxembourgeoise, compte lui aussi parmi les pays qui atteindront leurs objectifs. Le tableau détaillé du Burkina indique notamment (a) que c’est précisément un programme pluriannuel mis en place par la

coopération luxembourgeoise qui devrait permettre à ce pays d'effectuer des transfusions sanguines dans toutes les régions du pays – et non plus seulement dans la capitale -, (b) qu'il s'agit – il est intéressant de le noter - du pays le plus avancé en matière d'appui budgétaire - à méditer - mais aussi (c) que le Burkina est malheureusement l'un des pays où la flambée des prix des produits de base enregistrée ces dernières semaines se fait ressentir le plus.

Si l'on considère maintenant le continent africain dans son ensemble, on constate qu'à côté des nouvelles plus inquiétantes il y a également des nouvelles globalement positives. Ainsi, l'Afrique se trouve actuellement dans sa phase de croissance la plus solide depuis 30 ans, avec un taux qui cette année dépasse les 6,5 %. Sachant que l'on estime communément qu'une croissance de 7 % est nécessaire pour réduire durablement et massivement la pauvreté, nous ne sommes pas aussi éloignés du but que l'on pourrait le croire. D'aucuns estiment même que les circonstances actuelles sont plus favorables que jamais. Cela présuppose bien entendu que le nombre et l'intensité des conflits qui ébranlent le continent africain diminuent, que les facteurs de gouvernance continuent de s'améliorer, que nous maîtrisons mieux le SIDA, que nous donnions un nouvel équilibre aux relations commerciales internationales, que nous fassions des progrès dans le domaine de l'approvisionnement en eau, que nous maîtrisons à court terme le prix des denrées alimentaires, que l'agriculture soit réorganisée et j'en passe. La liste des défis à relever est bien plus longue, mais je ne peux pas tous les évoquer ici.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

C'est difficile, cela ne fait aucun doute, mais ce n'est sûrement pas impossible.

Et même s'il est évident que d'un point de vue global et schématique le bilan est aujourd'hui plutôt mitigé et même si, malgré tous les succès, les objectifs fixés en 2000 ne peuvent pas être atteints partout d'ici 2015, de sorte que tout se décalera inévitablement dans le temps, il est néanmoins tout aussi évident qu'à terme nous atteindrons notre but, que c'est faisable. J'en veux pour preuve que des progrès indéniables ont été réalisés et que dans de nombreux cas des succès évidents sont au rendez-vous.

La coopération est en quelque sorte comparable à un marathon. Les uns le courent en deux heures, les autres en cinq heures. Les uns prennent le départ en pleine forme, les autres

souffrent de faiblesses plus ou moins importantes dès avant le coup d'envoi. Les uns sont encouragés par leurs amis tout au long du parcours, les autres non. Les uns se voient offrir un rafraîchissement en cours de route par une âme charitable, les autres arrivent au stand d'approvisionnement quand il ne reste plus rien à boire. Ce qui compte, c'est qu'à la fin ils passent tous, ou presque tous, la ligne d'arrivée. Les uns plus tôt, les autres plus tard.

Que l'on coure un marathon ou que l'on travaille dans la coopération, on ne réussit pas sans énergie, engagement et détermination. Les résultats de la coopération dont je parle aujourd'hui nous indiquent distinctement la voie à suivre. Ils nous montrent que nos partenaires peuvent réussir, avec notre aide. Et c'est ce qui compte.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Au Luxembourg, la coopération au développement est depuis des années une priorité qui a été conçue, mise en œuvre, suivie et évaluée avec une constance qui lui a valu une présence, une visibilité et une crédibilité accrues. Ce n'est pas moi qui le dis ; c'est ce qui ressort des observations préliminaires de l'OCDE, qui mène depuis le mois de novembre dernier la *Peer Review*, l'évaluation par les pairs, de la coopération luxembourgeoise. Dans ce rapport préliminaire, que l'OCDE devrait finaliser pour le mois de juin, on peut lire que « *Depuis la dernière revue - menée en 2003 - le Luxembourg présente à son actif de sérieuses avancées* », ou encore que « *La coopération luxembourgeoise est la démonstration qu'en quelques années, avec des moyens relativement économes et bien ciblés, un dispositif d'intervention adapté et efficace, elle a su capter l'appréciation des pays partenaires du Sud, trouver une place reconnue au sein des bailleurs de fonds, rencontrer l'estime des citoyens. De ce point de vue, la coopération luxembourgeoise est une référence sur plusieurs aspects : concentration, coordination multi-bi, priorité aux Pays les moins avancés. Le Luxembourg est aussi un exemple dont de nouveaux bailleurs de fonds pourraient s'inspirer.* »

Ces bons résultats sont évidemment dus en grande partie à la rigueur, à la compétence et à l'enthousiasme avec lesquels mes collaborateurs font leur travail jour après jour. Cela aussi, je tenais à le souligner à cette tribune.

C'est avec cette même détermination que la coopération luxembourgeoise a abordé les *Programmes indicatifs de coopération* de deuxième génération avec ses pays partenaires.

L'éradication de la pauvreté et le développement durable sont au centre de la programmation des quatre à cinq prochaines années. Ces programmes de deuxième génération se fondent sur une approche résolument axée sur le partenariat. Ils tiennent compte des priorités du pays partenaire et attribuent ainsi d'emblée sa part de responsabilité au partenaire. Je souhaiterais que nous puissions trouver, pour l'élaboration des programmes de troisième génération, un mécanisme qui nous permette d'impliquer encore davantage la Chambre des députés.

A la méthode vient s'ajouter le fait que ces programmes sont avant tout le prolongement des succès concrets remportés ces dernières années. J'ai évoqué plus tôt les succès à grande échelle. Ceux-ci sont constitués de nombreux succès qui se mesurent chaque jour à petite échelle. Je ne peux pas tous les énumérer, mais nous avons choisi cette année une approche concrète et pratique pour illustrer ces succès. Vous avez sous les yeux le produit de cette nouvelle approche – il s'agit du livret qui vous a été distribué. Dans ce livret, vous trouverez quinze tranches de vie de personnes vivant dans nos pays partenaires – de personnes avec lesquelles nous avons travaillé par le passé ou avec lesquelles nous travaillons encore. Ces histoires sont représentatives de toutes les autres, elles sont représentatives de ce que nous avons pu réaliser en tant que coopération luxembourgeoise en collaboration avec nos partenaires. Elles illustrent la manière dont la vie de ces hommes et de ces femmes s'est améliorée grâce à la coopération. Elles confirment que la coopération, ça marche, tout simplement. Elles démontrent qu'un petit coup de pouce, qu'une petite impulsion peuvent faire toute la différence.

Madame Sissoko Safiatou Sy s'est ainsi engagée depuis des années pour son quartier à Bamako. Elle s'était fixé comme objectif de rendre son quartier plus propre, plus sûr et plus sain. Grâce au projet « *Appui aux initiatives locales de gestion de l'environnement urbain à Bamako* », des moyens ont été débloqués afin de consolider les résultats des efforts de Madame Sy et de son association et de les répliquer dans d'autres quartiers de la capitale malienne. Des emplois ont été créés pour les jeunes et les habitants ont été responsabilisés sur leurs quartiers. Plus les rues sont propres, moins il y a de flaques d'eau sale. Moins il y a de flaques d'eau sale, moins il y a de moustiques porteurs de malaria. Moins il y a de moustiques porteurs de malaria, moins il y a de personnes malades. Moins les personnes sont malades, plus elles ont d'énergie à consacrer à une activité génératrice de revenus ainsi qu'à leur famille. Tout cela grâce à l'appui, - ou *Empowerment* pour utiliser le vocabulaire des spécialistes – dont a bénéficié une femme qui a su donner l'exemple de ce qu'il faut

entreprendre pour que les choses changent vraiment. A noter d'ailleurs que la commune de Bamako est parvenue aux mêmes conclusions et qu'elle a mis en place un comité permettant d'assurer le suivi du projet.

En Asie, Phommason, un Laotien de 39 ans, a vu sa vie changer lorsqu'il a eu l'occasion de participer à un programme de développement rural intégré de la coopération luxembourgeoise. Une formation de base en agriculture, l'équipement nécessaire et un crédit destiné à lancer sa propre production ont permis à Phommason de bâtir une maison en dur pour lui et sa famille, d'envoyer ses enfants à l'école primaire et de vendre les produits biologiques issus de sa propre production. Il s'est en outre engagé au niveau de sa communauté et est aujourd'hui vice-chef de son village.

Ce qui se produit à petite échelle au Laos est en train de se produire à grande échelle au Vietnam. En effet, si nous voyons aujourd'hui au Vietnam la ligne d'arrivée pour la coopération classique à l'horizon 2015/2020 et que nous évoquons par conséquent un retrait de la coopération, le mérite en revient certes en premier lieu aux Vietnamiens eux-mêmes, mais les partenaires internationaux, dont le Luxembourg, y sont aussi pour quelque chose. Dans le cas du Vietnam aussi, leur succès est un peu notre succès. Aujourd'hui, lorsque nous disons « développement » et « coopération » en parlant avec nos partenaires du Vietnam et qu'ils nous répondent « secteur financier » et « satellites », c'est après tout un beau compliment qui est ainsi adressé à la coopération au sens classique. Cela montre qu'il y a une vie après la coopération, cela montre que la coopération, ça marche. Je ne peux du reste qu'encourager une fois de plus les entreprises luxembourgeoises à saisir les opportunités qui s'offrent à elles au Vietnam.

Tous ces résultats positifs sont les fondations sur lesquelles nous pourrons bâtir, avec d'autres, dans les années à venir.

C'est aussi avec d'autres que nous allons aborder cette année encore les grands rendez-vous internationaux. 2008 pourrait en effet devenir une grande année pour le développement. Cependant, si les choses tournent mal, 2008 pourrait tout aussi bien devenir une toute petite année. Les grands rendez-vous se nomment Accra et Doha. Accra pour l'efficacité de l'aide, Doha pour le financement du développement.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Nous savons, et cela ne date pas d'hier, que nous avons besoin de davantage de moyens pour le développement, qu'il faut davantage de fonds pour la coopération au développement.

A cet égard, la situation en Europe n'est actuellement pas celle qu'elle devrait être. Les chiffres de 2007 qui ont été rendus publics il y deux semaines ne sont pas bons. Même si le Luxembourg et d'autres pays tels que la Suède ou l'Espagne tiennent leurs engagements, voire en font davantage, ce n'est pas le cas de tout le monde, loin s'en faut. 2007 s'est révélée en l'occurrence une mauvaise année. Si nous voulons atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, si nous voulons respecter notre engagement à atteindre l'objectif collectif de 0,7% en 2015, l'Europe doit donner un coup de collier.

C'est cette question qui dominera l'ordre du jour international en matière de développement, d'abord en mai dans un cadre plus européen, puis en automne, dans un cadre plus élargi, et ce jusqu'en décembre à Doha où nous ferons le point avec nos partenaires des pays en développement. Il n'est pas trop tard, mais une chose est claire : les pays en développement attendent avec grand intérêt, à raison d'ailleurs, de voir si l'UE tiendra parole à l'horizon 2010/2015. Il y va tout bonnement de la crédibilité de la politique étrangère européenne à l'égard de la majorité des pays non-européens. Nous leur devons de respecter nos engagements, mais nous le devons aussi à nous-mêmes – si nous ne voulons pas passer pour des partenaires qui ont fait de belles promesses et qui ne les ont pas tenues, si nous ne voulons pas passer pour des partenaires dont les promesses ne valaient pas le papier sur lequel elles ont été couchées. C'est la raison pour laquelle j'ai lancé au début de ce mois, en tant que l'un des pères de l'accord de 2005, un appel franc et massif avec Louis Michel et c'est la raison pour laquelle je ne cesserai pas dans les prochains mois de renvoyer mes collègues européens à leurs responsabilités, au risque d'ailleurs de me faire de nouveaux amis, mais c'est un risque à prendre.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le développement n'est pas financé par les seuls gouvernements du nord. Les gouvernements du sud doivent eux aussi y contribuer. C'est une question de gouvernance, un sujet que j'ai traité en détail l'année passée et sur lequel je ne reviendrai donc plus cette année.

Le financement du développement ne se limite pas davantage au financement par les gouvernements. Les ONG ont elles aussi un rôle central à jouer à cet égard, un rôle central qui – soit dit en passant - ne se limite évidemment pas à cet aspect, puisque les ONG doivent aussi remplir la fonction d'aiguillon politique et je compte vivement sur elles pour assumer ce rôle dans le cadre des prochaines Assises de la coopération qui auront lieu en septembre.

Davantage de moyens pour le développement, cela peut aussi vouloir dire mettre en place un nouveau cadre pour les activités liées à la philanthropie. Le gouvernement est déterminé à simplifier ce cadre en abolissant des formalités et limitations pénalisantes. Il est également déterminé à améliorer ce cadre en supprimant ou du moins en allégeant la charge fiscale qui pèse sur les investissements, par exemple dans les fondations à caractère philanthropique.

Les différentes initiatives prises dans le domaine de la microfinance contribuent elles aussi à un accroissement des moyens consacrés au développement. La politique que nous avons menée en la matière porte aujourd'hui ses fruits. Il faut savoir – et faire savoir - qu'en ce moment 25 fonds d'investissements domiciliés au Luxembourg investissent à eux seuls près de 1,2 milliard d'euros dans des activités de microfinance dans les pays en développement. La tendance est à la hausse. La coopération luxembourgeoise joue dans ce contexte un rôle de facilitateur et soutient notamment les efforts dans les pays du sud visant à renforcer tant les institutions de microfinance que les autorités nationales et à créer un environnement légal et réglementaire adéquat.

Monsieur le Président,

Début septembre aura lieu à Accra au Ghana une conférence destinée à vérifier dans quelle mesure les signataires de la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement* ont respecté leurs engagements. Ce texte revendiquait une plus grande appropriation de la part des bénéficiaires, un meilleur alignement sur les priorités des pays partenaires, mais aussi des procédures plus harmonisées ainsi qu'une responsabilité partagée entre les partenaires.

La coopération luxembourgeoise a relevé ces défis. Dans ce domaine comme dans d'autres, elle s'est attelée à la tâche et, peut-être même avant d'autres, a déjà rempli une partie du contrat.

L'élargissement du réseau de bureaux de la coopération en Afrique et en Amérique centrale s'est d'ores et déjà révélé particulièrement utile dans ce contexte. Les programmes de deuxième génération avec nos pays partenaires y ont gagné en impact et en cohérence.

Dans le but d'améliorer les mécanismes de coordination, nous avons eu au cours des douze derniers mois des contacts plus rapprochés avec d'autres coopérations européennes, dont la Belgique, la Finlande, l'Espagne, la Slovaquie et la Commission européenne, tantôt à notre demande, tantôt à la leur. En ce qui concerne la collaboration avec nos partenaires multilatéraux, c'est-à-dire les agences des Nations unies et la Croix Rouge internationale, nous maintenons le cap de la programmation pluriannuelle, mais aussi celui des consultations annuelles, qui nous permettent de revoir et de réajuster nos programmes communs ainsi que de mettre au point des synergies qui seront ensuite transposées sur le terrain.

Quant à cette autre priorité de la Déclaration de Paris qu'est la *Cohérence des politiques*, nous lui accordons depuis longtemps l'attention qu'elle mérite. Ce sujet, je l'ai traité, sous l'un ou l'autre aspect, dans chacune de mes déclarations devant cette assemblée. Au cours de ma première intervention, en 2004, j'ai examiné la question par rapport à l'agriculture. Pour ma deuxième déclaration, en 2006, je me suis intéressé de plus près aux aspects de la migration ainsi qu'aux interactions entre militaires et humanitaires. L'année dernière, je me suis concentré sur le sujet du commerce international. Cette question a également été débattue lors des Assises de la coopération en 2006 et devrait l'être à nouveau cette année en automne. Par ailleurs, ces questions figurent à l'ordre du jour des débats, non seulement au niveau européen ou à l'ONU, mais aussi chez nous, notamment au sein du groupe de travail avec les ONG, au sein du Comité interministériel ainsi que dans nos relations avec d'autres interlocuteurs.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La cohérence des politiques constitue un point de référence de notre politique et joue un rôle de taille dans sa mise en œuvre.

C'est pourquoi nous nous engageons -plus qu'aucun autre Etat-membre de l'UE d'ailleurs- afin que les accords de partenariat économique entre l'UE et les pays ACP deviennent des accords de développement. Et non des accords de libéralisation exclusivement.

C'est aussi pour cette raison que - depuis 2004 au moins -, nous nous sommes rapprochés en tant que coopération luxembourgeoise du ministère de l'agriculture. Et quand je prétends que chaque continent doit avoir le droit d'organiser sa propre agriculture comme il l'entend, il s'agit d'une position qui représente l'un des principes fondamentaux de notre politique, mais il s'agit avant tout d'une position à laquelle mon collègue le ministre de l'Agriculture, Monsieur Fernand Boden souscrit entièrement lui aussi.

Si, depuis 2005-2006, il y a eu un rapprochement entre coopération et migration, le mérite en revient notamment aux ministres de la coopération du Benelux, qui ont veillé à ce que cette question soit inscrite, au niveau de l'UE, à l'ordre du jour des ministres de la coopération au lieu qu'elle soit traitée exclusivement par les ministres de l'immigration – même si des progrès doivent certainement encore être faits sur le plan des synergies entre migration et développement.

Si la politique étrangère luxembourgeoise a intégré et qu'elle met en pratique, comme peu d'autres le font, la politique des 3 D, - diplomatie, défense et développement - cela donne le plus bel exemple de ce qui s'appelle une politique cohérente. Voyez en Afghanistan. Voyez au Kosovo.

Et puisque je parle de cohérence, je tenais à remercier les ONG luxembourgeoises, d'une part, pour leur appréciation positive de la politique de coopération luxembourgeoise en tant que telle et, d'autre part, pour les paroles encourageantes par lesquelles elles m'ont invité, en ma qualité de ministre de la Coopération, à me mêler encore davantage d'autres domaines politiques et à m'y étendre. Par exemple la politique de l'environnement. J'avoue que je n'ai pas attendu les encouragements des ONG – auxquels d'ailleurs je ne m'attendais pas - mais je peux vous affirmer qu'ils ne sont pas tombés dans l'oreille d'un sourd.

En parlant de cohérence, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

La crise des produits alimentaires qui est au centre de l'actualité depuis plusieurs semaines n'est en fait ni plus ni moins que le résultat de longues années d'incohérences.

La sécurité alimentaire et l'agriculture dans les pays en développement sont des sujets auxquels nous nous consacrons depuis des années. Je renvoie dans ce contexte à mon discours de l'année dernière dans lequel j'avais plaidé en faveur d'une meilleure cohérence des politiques agraires entre les continents.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté globalement de 83% au cours des trois dernières années, le prix du blé a quant à lui grimpé de 181%. Depuis juin 2007, les prix des aliments de base ont augmenté, à l'échelle mondiale, de 55%. En Egypte on se bat pour un bout de pain, en Haïti on avale de la boue puisqu'il ne reste rien d'autre.

Tout, ou presque, a été dit sur les raisons de cette situation : l'offre a chuté en raison de mauvaises récoltes – le rapport avec le changement climatique est évident – la demande a augmenté – on pense à la Chine, l'Inde et d'autres encore – l'agriculture a été négligée, les matières premières ont fait l'objet de spéculations, les subventions aux exportations subsistent, les stocks ont été maintenus à faible niveau, le prix du pétrole a augmenté, la demande en biocarburants aussi, l'agriculture remplit les réservoirs des voitures de luxe alors qu'elle devrait servir à remplir l'assiette des hommes, des femmes et des enfants.

Nos pays partenaires, en particulier nos cinq partenaires d'Afrique de l'Ouest, comptent parmi les pays où la situation risque de se dégrader le plus. C'est pourquoi j'ai décidé d'augmenter d'au moins 50% cette année les contributions directement liées à l'aide alimentaire dans ces cinq pays. En 2007, ces contributions avoisinaient les 4 millions. En 2008, elles dépasseront les 6 millions et un accent particulier sera mis sur les programmes visant à nourrir les enfants dans les écoles. Vous savez aussi que le Luxembourg a fait parvenir en mars une première contribution de 500.000 euros au *Programme alimentaire mondial* – si chaque pays européen faisait de même et versait au PAM un euro par habitant, le premier appel d'urgence serait entièrement couvert. Or il est déjà certain que ce premier appel, qui vient d'ailleurs de passer de 500 à 750 millions de dollars il y a deux jours, ne sera pas le dernier. La crise est en effet en train de se propager à l'instar d'un tsunami et la générosité de la réponse à cette crise ne doit pas sensiblement être en reste par rapport à celle qui avait suivi le tsunami de 2004.

Même si une aide massive à court terme est absolument nécessaire, elle ne réglera pas le problème. D'autres mesures doivent la compléter.

Premièrement: le cycle de Doha doit être mené à bien, dans l'intérêt du développement. Je rappelle dans ce contexte qu'en décembre 2005, à Hong Kong, il avait été décidé d'éliminer toutes les subventions à l'exportation d'ici 2013. Le cycle de Doha étant par la suite arrivé à un point mort, ces engagements n'ont jamais été mis en pratique. Cela doit changer au plus vite. Le principe selon lequel chaque continent a le droit d'organiser son agriculture comme bon lui semble doit être déterminant pour le résultat des négociations.

Deuxièmement : Tout ce qui est décidé en rapport avec les biocarburants doit être examiné, rééquilibré, réorganisé et réduit. C'est ce que le gouvernement a décidé vendredi dernier à ma demande. Les objectifs prévus par la Commission européenne sont trop élevés. Ils doivent être revus à la baisse et, dans le doute, la question de l'alimentation doit toujours l'emporter sur celle des biocarburants. Il est absolument inadmissible que les uns roulent au colza ou au maïs alors que d'autres meurent de faim.

Troisièmement : Il faut avant tout investir concrètement dans l'agriculture des pays en développement et ce de manière multifonctionnelle et durable, en accordant un rôle clé à la biodiversité. Nous avons besoin de réformes structurelles au niveau international. Il ne s'agit pas ici de ce qu'on appelle l'agro-business. Il s'agit de faire en sorte que l'on puisse produire pour se nourrir et se nourrir de ce que l'on a produit. Conformément au principe de la souveraineté alimentaire. Il s'agit d'une agriculture qui permette aux hommes et aux femmes d'abord de subvenir à leurs propres besoins, puis de mettre sur pied une activité génératrice de revenus. Il s'agit de faire revivre l'agriculture là où elle avait disparu et de la développer là où elle n'a jamais été pratiquée.

Si je considère ce que la coopération luxembourgeoise accomplit en la matière, je constate qu'une fois de plus nous n'avons pas de quoi rougir. Quand on sait qu'au Mali, par exemple, l'une des composantes principales de notre programme est le développement local intégré dans les régions de Ségou et de Yorosso et quand on sait que l'agriculture joue un rôle primordial dans ce contexte, je pense qu'avec nos partenaires maliens nous sommes sur la bonne voie – ce programmes représentent une grande partie de notre programmation au Mali. Au Niger, le développement local intégré, dans la région de Dosso, fait également partie des

composantes principales de notre programmation. En ce qui concerne le Burkina Faso, l'une des deux composantes principales de notre programme concerne la gestion des ressources naturelles et en particulier la gestion, le traitement et la conservation des forêts dans un cadre de durabilité.

Quatrièmement : il faut faire le rapprochement entre les enjeux du changement climatique et ceux du développement.

Je vais y revenir mais pas avant d'avoir abordé un dernier point relatif à la crise alimentaire.

Si à l'heure actuelle une baisse des prix des produits alimentaires s'avère des plus urgentes, à l'avenir des prix plus élevés peuvent en revanche représenter une opportunité pour les pays en développement. En effet, si les conditions idéales sont remplies, - c'est-à-dire si les pays en question profitent d'un développement durable de leur agriculture - les produits de cette agriculture pourront être mis sur le marché – si les prix sont plus élevés - et être ainsi transformés en ressources financières et moyens de subsistance pour les populations des pays en développement. C'est d'ailleurs aussi l'une des conclusions du livre „The Bottom Billion“ de Paul Collier, professeur à Oxford.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je l'ai dit, dans le contexte actuel de la crise nutritionnelle, un rapprochement entre changement climatique et développement est inévitable. C'est le dernier point que je souhaiterais aborder aujourd'hui.

Même s'il est évident que les pays en développement et leurs populations ne sont pour ainsi dire pas responsables des causes du changement climatique, il est tout aussi évident qu'ils sont les principales victimes de ce changement climatique dont les conséquences se font déjà ressentir partout. Il faut savoir qu'en Afrique, la production de denrées alimentaires a chuté de 12 % depuis 1981. S'y ajoute que les pays en développement auront besoin, afin de pouvoir se nourrir, de 120 millions de hectares supplémentaires d'ici 2030. Il est évident que si rien n'est entrepris d'ici 2030, le changement climatique sera la cause de famines éminemment plus violentes en Afrique et en Asie. Les pays en développement souffrent déjà aujourd'hui dans un grand nombre de régions d'une pénurie en eau potable et à l'horizon 2025 leurs

besoins en eau auront augmenté de 50%. Là encore le changement climatique, associé à la démographie, joue un rôle néfaste. A noter que les jours des petits Etats insulaires sont comptés – ils devraient avoir disparu d'ici 75 ans. Ce n'est un secret pour personne que la biodiversité est en forte diminution partout dans le monde et que des forêts entières sont en train de disparaître. Les déserts gagnent du terrain et pourtant la désertification est un sujet rarement abordé lors des grandes conférences internationales. Les conséquences du changement climatique menacent la sécurité dans les pays en développement, mais aussi en Europe et ailleurs. 60% des hommes vivent aujourd'hui déjà à moins de 100 kilomètres de la mer. Ajoutez ce fait au changement climatique et vous obtiendrez un mélange explosif. Il ressort du Rapport Stern qu'il faudra 1% du PIB mondial pendant 10 ans pour maîtriser le réchauffement de la planète – si nous ne prenons pas cette mesure, il nous en coûtera 5 à 20 fois davantage. Selon des études sérieuses des Nations unies, l'aide au développement devrait augmenter de 50% au moins pour neutraliser le changement climatique.

Les crises humanitaires sont de plus en plus souvent provoquées par des facteurs liés au climat et malheureusement humanitaire rime aujourd'hui de plus en plus souvent avec changement climatique.

En janvier 2005 était adopté le plan d'action de Hyogo pour les années 2005 à 2015 et les signataires, dont le Luxembourg, ont pris l'engagement de contribuer à mieux protéger les populations des catastrophes futures et à analyser et réduire les facteurs de risque, en particulier dans les pays en développement. C'est dans cet esprit que la coopération luxembourgeoise investit depuis 2006 un minimum de 5 % du budget humanitaire dans la prévention de catastrophes. Chaque catastrophe constitue un revers énorme qui peut faire régresser un pays de plusieurs années voire de décennies. Et comme chaque catastrophe met en péril la durabilité des efforts de développement fournis pendant de longues années, il faut s'efforcer d'empêcher des catastrophes. Mais il faut aussi s'assurer que les pays les plus vulnérables soient mieux préparés aux prochaines catastrophes – qui ne peuvent être évitées - afin d'en réduire les conséquences néfastes.

Par ailleurs, la coopération luxembourgeoise a décidé en début d'année d'intégrer de façon systématique dans ses programmes de développement les questions d'adaptation au changement climatique. Cela ne signifie pas que nous allons inventer un nouveau secteur qui viendrait s'ajouter à nos secteurs traditionnels que sont l'eau, la santé, l'éducation et le

développement rural intégré. Cela signifie qu'à l'avenir, chaque nouveau projet sera préalablement examiné de façon systématique quant à son impact sur le climat et sa compatibilité par rapport au climat.

Bien sûr, cela ne se fera pas du jour au lendemain. En revanche, nous pouvons nous appuyer sur le fait que les questions d'environnement font depuis des années partie des matières dites transversales de la coopération. Autrement dit, nous avons depuis toujours analysé et intégré la composante environnementale dans nos différents projets. Nous ne devons donc pas partir de zéro. Nous allons systématiser et élargir cette démarche, en mettant un accent plus particulier sur les composantes climat et catastrophes naturelles.

Bien entendu, nous ne faisons pas cavalier seul dans cette démarche puisque nous travaillons en partenariat avec les acteurs internationaux, à leur tête les Nations unies, ainsi qu'avec la fondation de l'ancien Secrétaire général des Nations unies Kofi Annan.

Puisque je viens d'évoquer les Nations unies, je ne peux m'empêcher de déplorer le fait qu'il ne soit apparemment pas possible de transformer le Programme des Nations unies pour l'environnement en une véritable agence onusienne. Si importants que soient pour le climat les alliances et les mécanismes, mondiaux ou autres, tant qu'il n'y aura pas de percée à l'ONU – aussi voir l'après-Kyoto et Bali - il sera très difficile de coordonner les efforts de manière adéquate.

L'ONU a besoin de nouvelles impulsions dans ce domaine. C'est pourquoi il est utile que des initiatives telles que celle de Kofi Annan mettent en exergue les questions de sauvegarde de l'environnement et de coopération et qu'elles en analysent et traitent les origines et les conséquences. C'est la raison pour laquelle nous apportons notre soutien financier à cette initiative, unique à mon sens, et que nous participons sur le plan conceptuel, que ce soit au sein du Conseil de la fondation ou dans ses forums.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

L'interaction entre la politique de l'environnement et la politique de développement doit être plus étroite.

Nous avons besoin de justice climatique. Cela aussi fait partie de la solidarité internationale, et cela demande des efforts.

Ensemble avec d'autres, je m'investirai dans la recherche de solutions internationales et dans la mise en place de partenariats qui bénéficieront aux pays en développement, en vue de la conférence de Copenhague en 2009.

Je tiens ensuite à ce que la composante environnementale trouve une meilleure application dans nos programmes et projets et qu'à l'avenir ces derniers soient examinés plus systématiquement par rapport à leur impact climatique. Je tiens tout autant à ce que notre coopération continue de se concentrer sur les secteurs de l'eau, du développement local, de l'éducation et de la santé.

Enfin, je tiens à ce que, conformément aux principes de Marrakech, l'aide publique au développement ne soit pas déviée vers des mécanismes de Kyoto.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Le changement climatique a pour conséquence - à l'instar des conflits meurtriers - que nous sommes engagés dans une partie où les poteaux du but sont déplacés périodiquement en cours de match.

Cela ne nous facilite pas la tâche.

Il n'en reste pas moins – et c'est ce qui compte avant tout - que s'il est un combat, un seul, qui vaut la peine d'être mené, c'est assurément le combat contre la pauvreté.

C'est un combat de tous les jours.

Un combat qui ne souffre aucun répit.

Un combat perdu d'avance si l'on croit pouvoir se reposer régulièrement sur de prétendus lauriers ou se détendre trois fois par jour dans son fauteuil, en se disant que les choses vont finir par s'arranger d'elles-mêmes.

Ca ne marche pas comme ça.

La coopération luxembourgeoise ne marche pas comme ça.

Et elle ne marchera jamais comme ça.